



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article251>

Réfugiés mauritanienssouffrance depuis dix neuf ans !

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 8 juin 2007

Union des Forces de Progrès

[1]

Aucune tragédie mauritanienne n'a duré aussi longtemps que celle vécue par les expulsés mauritaniens vers le Sénégal et le Mali, tragédie qui boucle ce jour-ci la dix neuvième année consécutive.

Ils vivent loin d'une terre, qui les a vus naître et qui renferme les restes de leurs ancêtres avant d'être expulsés par la force durant les fâcheux événements de 1989, qui ont débuté sous la forme d'un conflit mauritano-sénégalais avec des dizaines de victimes innocentes, avant d'être transformé par le régime déchu de Ould Taya en une affaire interne qui a failli tourné en une guerre civile et qui constitue l'une des plus graves erreurs de ce régime. Le peuple a été sauvé par miracle mais la plaie est encore ouverte et l'hémorragie continue jusqu'à présent.

Dans le cadre d'une série de reportages relatifs aux "dossiers qui attendent le nouveau gouvernement", le journal "ASSIRAJE" a visité les expulsés dans leurs camps situés sur l'autre rive du fleuve Sénégal et, est retourné avec un dossier qui trace l'histoire détaillée de la déportation de ces populations et dévoile combien ces personnes sont attachées à leurs terre et à leurs patrie.

Ils sont prêts à pardonner dès qu'ils trouvent une volonté sérieuse pouvant assurer leurs droits et demander pardon au nom de la nation pour le tort subit des coupables qui sont des préfets, des walis et des militaires portant le sigle de la république Islamique de Mauritanie lors des temps honteuses.

Le début de la tragédie : L'affaire des réfugiés mauritaniens a commencé le mois d'avril 89 à la suite de la crise frontalière entre la Mauritanie et le Sénégal dont l'étincelle fut une bagarre entre un éleveur mauritanien et un agriculteur sénégalais. Notons au passage que l'éleveur a tué l'agriculteur. Puis des manifestations au Sénégal qui se sont transformés très rapidement en séries de pillages et de violence contre la communauté mauritanienne au Sénégal dont le nombre de victimes étaient estimées à des milliers.

Ici en Mauritanie la même chose s'est répétée contre les sénégalais avant de s'élargir vers les négro-africains mauritaniens qui a failli se transformer en une guerre civile. C'est alors que le régime de Ould Taya a entamé la déportation systématique de plusieurs villages situés sur la frontière. Les séries les plus brutales furent dans le Trarza, le Brakna et le gorgol par les autorités administratives. Cette déportation fut accompagnée par le pillage des biens notamment les bovins qui furent vendus a bon marché sous l'étiquette "Vaches des peuls" ou "Vache de pillages".

Des chiffres contradictoires Le débat au sujet des déportés ne se rapporte pas seulement sur les conditions de leur déportation et le bien fondé de leurs cas mais aussi à leur nombre exact, objet de spéculations. En l'absence de statistiques fiables et officielles il y'a trois chiffres donnés par trois sources différentes :

- ▶ Le premier chiffre parle de plus de quatre vingt mille (80.000). Il est donné par l'association de réfugiés qui reconnaissent qu'un petit nombre est retourné en Mauritanie mais que la majeure partie est toujours dans les campements situés sur la frontière sénégal-mauritanienne et sénégal-malienne.
- ▶ Deuxième chiffre cinquante milles (50.000). Il est donné par les organisations apolitiques dans les campements et les représentations du MND.
- ▶ Troisième chiffre, quelques milliers seulement, il est donné par les sources proches du gouvernement qui ajoutent que la majorité est retournée au pays et que la minorité restante est assimilée à la société sénégalaise et ne veut

plus retourner à la Mauritanie.

Direction de la crise : La crise a été vite prise en charge par les organisations de droits de l'Homme et les forces politiques nationales qui posent le problème au début des années 90. Cette position a été combattue par le gouvernement qui disait avec force que tous les déportés sont des sénégalais.

Avec l'intervention des organismes de poids notamment le HCR, le régime accepta à contre coeur le principe de discuter du problème mais insista sur le fait que le problème sera à titre individuel et non collectif. Il refusa catégoriquement la compensation car ceci peut amener à l'ouverture des dossiers "de crime contre l'humanité" dossier très sensible pour ce régime dont quelques représentants sont coupables de ce genre de crimes atroces.

Milieu des années 90, le régime mauritanien accepta le retour d'un nombre limité de réfugiés et s'engagea devant les instances internationales de garantir l'insertion dans la vie active des personnes retournées. Mais ceci fut lettre morte et les réfugiés sont restés sans emploi, ni terre. Car les terres ont été données à d'autres personnes et les emplois ont été occupés et même les maisons ont été habitées par autrui. Ceci découragea les premiers revenants qui ont compris que rester à l'extérieur avec espoir de retour honorifique et garanti vaut mieux qu'un retour immédiat sans aucune garantie de vie acceptable.

Durant les dernières années du régime de Taya, une idée simple fut véhiculée à savoir que les frontières sont perméables et ouvertes et qu'il est insensé de parler d'expulsés car tout citoyen peut retourner au pays s'il le veut.

La même thèse fut soutenue au début par le CMJD. Puis le gouvernement transitoire s'est engagé devant le parlement européen à Bruxelles de résoudre le problème avant de désister sous prétextes que le problème est trop "sensible" et doit être tranché par un gouvernement élu.

Aujourd'hui ce gouvernement est en place, le dossier est donc sur la table avec des questions précises sur la réalité de ce drame. Comment ces personnes ont été expulsées, comment vivent-elles dans l'exil ? Quelle solution proposent-elles ? Quel message veulent-elles transmettre aux nouveaux dirigeants du pays ? Ces questions et d'autres sont les thèmes soulevés dans cette enquête et notre présent dossier essaie de contribuer (modestement) à la solution de ce problème [épineux pour quelques uns].

Voyage Improvisé :

Quant l'équipe du journal "ASSIRAGE" décida de préparer un dossier sur les réfugiés, elle aurait pu contacter les organisations intéressées pour préparer le voyage et faciliter les contacts. Mais nous avons voulu voir les détails sur place et directement pour éviter d'être influencés par les positions des uns ou des autres et détourner notre mission de journalistes professionnels.

La matinée du samedi, 6 Avril 2007, nous avons quitté Nouakchott a destination du Sénégal, vers midi nous avons traversé la frontière. Commença alors la recherche d'un guide devant nous faire conduire vers les campements des réfugiés. Cette mission fut simple car nous avons trouvé un jeune sénégalais qui nous a dit qu'il connaît les zones des réfugiés. Nous lui expliquâmes l'origine de notre mission et l'accord fut vite conclu. Il nous accompagna sur une piste qui tourne à gauche puis à droite avant d'atteindre une grande route goudronnée. Nous rencontrâmes un autobus portant la mention : Dakar-Fouta. Nous avons compris alors que ce bus transportait des passagers pour le Fouta, zone entre la Mauritanie et le Sénégal. Nous savons que les réfugiés avaient choisi de s'installer sur la frontière pour être proches du pays.

Réfugiés mauritanienssouffrance depuis dix neuf ans !

Après Richard Toll nous nous sommes arrêtés un instant pour acheter des boissons car il faisait chaud aux environs de midi. Le boutiquier était mauritanien comme on pouvait le deviner car notre ami qui est parti s'approvisionner a duré dans la boutique. Il a reconnu qu'il voulait prendre un verre de thé avec lui en même temps des informations. Il a pu savoir que le boutiquier avait participé aux élections présidentielles en Mauritanie.

Vers 12h20mn, notre guide nous informa que nous sommes arrivés. Et il montra du doigt un grand arbre : Là-bas près de cet arbre habite certainement le chef du village (campement). Nous étions fiers de cet exploit. Les habitants de la maison nous ont accueillis avec enthousiasme malgré quelques réticences avant l'arrivée du porte-parole du village avec qui nous avons engagé une discussion franche et détaillée sur toute l'histoire des réfugiés du début à la fin.

ASSIRAGE PUBLIE POUR LA PREMIERE FOIS DES TEMOIGNAGES INEDITS DU MILIEU DES CAMPS DES REFUGIES Voici comment on a été expulsé :

Mamoudou Ciré Dia, avec un air de regret profond et une fierté voulant combattre les signes de la vieillesse d'un homme ayant la soixantaine d'année, nous raconte les détails de sa déportation et de son village natal situé près de Tekane, Moughataa de R'Kiz (au Sud du Trarza) vers la région de Dagana au nord du Sénégal. Il habite le campement de "SALNDE" mais il est l'un des notables du village "MEDINA FANAYE" quand ce village était au nord du fleuve devenu "SALNDE" au nid du fleuve après la déportation par la force.

Mamoudou se rappelle bien de l'heure exacte : « Nous avons été chassé de notre village le 23 Mai 1989 à 2h15 du matin par l'armée. Nous sommes restés au bord du fleuve jusqu'au 7 juillet avant de choisir cette zone (de l'autre rive) pour construire notre nouveau village sur cette terre qui était vierge ».

Mamoudou considère que c'est l'Etat qui est responsable de la déportation des habitants de son village ajoutant que : « c'est bien Ely Ould Awbeck, maire de Tekane, qui a supervisé les opérations. Il accompagnait personnellement les expulsés qui traversaient le fleuve. Ils revenait en Mauritanie pour ré-accomplir le même geste vis-à-vis d'un autre groupe, ainsi de suite. ».

Selon ses dires, la majorité a été expulsée le 23 mai : « Prétexte qu'ils ne sont pas Mauritaniens d'origine ». Puis l'armée est revenue le 17 juillet pour expulser les personnes qu'elle considère comme mauritaniens. Montrer les papiers justifiant la nationalité mauritanienne était une action vaine. Car les soldats déchiraient les papiers et tenaient à nous chasser coûte que coûte. Imaginez qu'ils refusent de vous laisser prendre vos biens et n'autorisaient que les habits. Ils considèrent que le premier responsable du drame est le président Taya en plus des officiels et des responsables locaux qui supportent une grande part de responsabilité.

La solution est à Nouakchott : Et si les mauritaniens avaient respecté l'islam, la tragédie n'aurait pas lieu. « Je pense qu'une personne qui a été chassée de sa terre, de sa maison ou de son champs, et qui a été privé de tous ses biens, est bien placée pour proposer la solution ». C'est en ces termes que Mamoudou qui a répondu à notre question de savoir qu'elle solution il préconisait. Il ajouta avec amertume que si solution il y'a c'est à Nouakchott et non dans les campements des réfugiés.

Faisant allusion à la nouvelle équipe dirigeante, tout en affirmant que les réfugiés mauritaniens acceptent toutes solution équitable s'ils sont autorisés à revenir à leurs maisons et à récupérer leurs droits. Je suis sûr qu'ils acceptent, Mamoudou Ciré Dia ajouta pour justifier sa position réaliste : "les réfugiés n'ont rien ici, leurs champs, leur bétails hérités de père en fils sont là-bas ; dans cette zone ou ils n'ont aucune propriété.

A travers "ASSIRAJE", Mamoudou a voulu faire passer un message aux nouveaux dirigeants du pays : « Cette

démocratie dont on parle doit être matérialisée concrètement en donnant aux citoyens leurs droits, en instaurant la justice loin de toute forme de discrimination... Ceci garantira le progrès du pays ».

Mamoudou qui semble bien être instruit a répondu à notre question de savoir le rôle de notre sainte religion. Dans la solution du problème : « si l'islam était bien appliquée dès le début, ces drames n'auraient pas eu lieu. En effet l'islam interdit de tuer ou de spolier les biens d'autrui, de toucher à leur honneur ou de les chasser de leur terre. Il donne à toute personne ses pleins droit et garde l'identité culturelle de chaque individu. En appliquant le vrai islam il n'aura aucun problème ».

Sur la question de savoir les conditions de vie et l'accès aux services de santé Mamoudou répond : " l'état Sénégalais ne différencie pas entre Sénégalais et étranger notamment en ce qui concerne les droits à la santé et à l'enseignement. Donc ces services sont à notre disposition. Nous avons une école de six classes et un poste de santé".

Répondant à notre question de savoir qui est ce qui empêche les déportés a de revenir aux pays dans la mesure ou les autorités mauritanienne disent que les frontières sont ouvertes : " certes l'état répète cette chose depuis trois années. Quant à nous, c'est le HCR qui a équipé ce campement et qui nous soutient. Nous ne retournerons au pays que sur des bases claires : nous voulons nos terres, nos champs et nos biens.

Le vieux Mamoudou rappelle avec tristesse : " il y'a parmi nous des Réfugiés qui sont retournés au pays, mais ils n'ont pas eu leurs droits. Leurs terres étaient exploitées par d'autres personnes. Ils furent obligés de travailler comme ouvriers agricoles pour survivre. Nous avons trop souffert et nous ne pouvons revenir que sur des bases solides supervisées par des commission spécialisées".

Aux politiciens : nous sommes à l'écoute Il semble que les réfugiés suivent avec intérêt le débat politique en Mauritanie. Ils savent clairement que la situation des réfugiés est l'un des thèmes de propagande lors des campagnes précédente. Mamoudou Ciré affirme : " oui nous avons écouté les programmes des candidats. Sarr Ibrahima est le candidat qui a le plus insister sur notre problème, suivi d'Ahmed Ould Dadah. Sidi O.Cheikh Abdallah, lui s'est contenté de promettre une solution du problème dans un délai d'une année. Oui nous suivons attentivement l'évolution politique dans le pays".

Demandant s'ils ont confiance aux promesses des politiciens notamment Sidi O. Cheikh Abdallah pour solutionner le problème, il a répondu : " Nous avons confiance en lui. Il est musulman, et un homme mur et nous pensons qu'il n'a pas pris le pouvoir pour nous mentir. Quant à l'exécution de ses promesses, c'est une chose qui ne dépend que de lui".

Mamoudou est confiant dans le retour des expulsés Mauritaniens et sans aucune infiltration d'étrangers, car selon lui : "Ceci n'entraînera aucun problème car nous sommes enregistrés dans les archives de Tékane et Rkiz".

Pour conclure ses propos, Mamoudou déclare à "ASSIRAJE" : "*je m'excuse de donner des réponses détaillées sur des affaires politiques. En plus je ne suis pas politicien- et ne peut dire plus. Quand nous sommes arrivés ici après avoir été chassé du pays, notre premier souci était d'avoir de quoi manger. Nous n'avons pas le temps de nous occuper d'autres choses plus compliquées*".

Voyage nocturne et sous la menace d'armes

Ba Lemine est un jeune homme qui a la trentaine. Il était jeune lors des événements de mai/juillet 1989, mais les a

Réfugiés mauritanienssouffrance depuis dix neuf ans !

vécus de près car il est le fils du chef d'un village qui a été déporté en deux vagues vers le sud du fleuve. Après la mort de son père dans le nouveau village d'exile, il s'est trouvé obligé de remplir le rôle de chef de village. Ba Lamine a confié à notre journal le témoignage suivant ou se mêle des réalités terrifiantes, vécues lors de son enfance avec son point de vue en tant que premier responsable d'un campement de réfugiés :

"L'histoire a commencé par une fausse querelle au sujet de la propriété de quelques champs. Puis des haratins ont envahi des villages dont les habitants ont fui pour demander refuge chez nous. Nous pensons qu'il y'avait un problème entre la Mauritanie et Sénégal, mais en tant que Mauritaniens nous n'avons pas de problème. Quand nous avons entendu que les troupeaux de vaches faisaient l'objet de vol, nous avons voulu défendre notre bétail et les villages au moment ou d'autres citoyens se réfugiaient chez nous.

Un jour Ely O/ Awbec (ancien Maire de Tékane) avec des "beydanes" est venu nous voir pour nous demander s'il est normal que nous défendions le village puis il nous a proposé de s'occuper de la protection des habitants. Des escarmouches ont commencé sous prétexte que le village contenait bien des Mauritaniens mais qu'il y'avait aussi des étrangers qui s'y cachaient et qu'il faut les chasser du pays. C'est comme ça qu'ils ont commencé à expulser le monde, famille par famille. Pour ce qui est de notre famille, deux soldats sont venus nous voir vers 3h du matin, quand ils sont rentrés dans notre maison, nous avons cru qu'ils sont des voleurs et nous les avons combattu. Quand ils ont pris la fuite ma mère s'est mise à crier " au voleur" et quant les habitants du villages sont venus à notre secours, les militaires ont commencé à tirer le feu sur nous.

A la suite de ce problème, ils ont encerclé notre maison et interdit à toute personne de s'approcher de nous. Puis Aly o. Ewbec est venu avec une personne qu'il considère comme " un vrai Mauritanien". Il ont convoqué mon père, qui était le chef de village et ils l'on informé" que les deux soldats ont été agressés et frappés. Mon père qui le connaissait, a répondu : Ils sont venus nous voir tard dans la nuit et nous avons cru qu'ils s'agissait de voleurs qui voulaient s'emparer du bétail et nous les avons chassés et il y'a eu ce qui s'est passé.

Ils ont refusé sa thèse et ils nous ont mis dans une voiture militaire et personne ne pouvait refuser car ils nous menaçaient avec des armes. Ils nous ont déposé sur la rive du fleuve avant de nous expulser vers l'autre rive par la force.

Nous pensions que notre famille était la seule famille chassée mais arrivés au sud du fleuve nous avons trouvé beaucoup de familles chassées de notre village et des villages voisins. Il restait à ce jour des groupes considérés comme de "vrais Mauritaniens" , mais le jour de la fête, ils sont revenus pour expulser tout le monde au sud du fleuve.

Notons au passage, que ceux qui étaient restés derrières nous, avant d'être expulsés dans la deuxième vagues, ont été maltraité et torturés. Un vieillard a été puni sous le soleil ardent, des hommes ont été torturés et des femmes violées. Au moment de l'expulsion, ils n'ont laissé personne prendre ses biens. On avait droit qu'à un seul habit qu'on porte seulement en ce moment. Le bétail et les autres biens, personnes ne pouvait y penser.

Nous ne connaissons aucun pays autre que la Mauritanie. Nous y sommes nés, nos pères et nos aïeux aussi. Nous n'avons comme patrie que cette terre, ici nous n'avons rien et nous sommes là malgré nous. Comme vous le voyez, nos conditions de vie sont difficiles et nous n'avons pas de terres cultivables. Nous sommes obligés de travailler avec des revenus maigres qui ne couvrent pas nos besoins et ceux de nos familles. Si les conditions nous permettent d'avoir nos droits de récupérer nos champs pour pouvoir vivre nos familles, je pense qu'il n'a aucune raison pour que nous restions des étrangers hors de notre pays.

Ils essaient âprement de recréer une patrie dans leur exil : Ils donnent les mêmes noms aux nouveaux sites en

Réfugiés mauritanienssouffrance depuis dix neuf ans !

gardant en mémoire les noms des villages qu'ils ont laissés au nord du fleuve. Ils gardent la même hiérarchie sociale, le même amour pour la terre et pour les troupeaux et le même attachement aux champs. Ils se rappellent de tout avec les détails. Il n'ont pourtant pas pu les réunir dans cette volonté : en effet les troupeaux sont restés au nord du fleuve. Ils sont obligés de travailler comme ouvriers agricoles chez autrui après avoir été des propriétaires terriens.

Tout cela se mélange avec une autre dose de douleur car ils sont victimes de leur gouvernement qui selon eux a voulu venger les menaces commises contre les citoyens Mauritaniens vers un pays considéré comme "ennemi" en ce temps.

Les expulsés Mauritaniens au Sénégal se plaignent de la misère et de l'éloignement de leur pays natal. Mais ils n'ont aucun problème d'intégration avec le peuple Sénégalais qui "honore l'étranger plus que le frère" par l'hospitalité. L'un des personnages rencontrés nous dit que leur campement a une école de six classes et un centre médical. Cette idée a été affirmée par notre guide, Abou Touré, Sénégalais de la zone de Dagana qui nous dit que les Mauritaniens sont les biens venus ici et qu'ils bénéficient d'un grand respect du peuple Sénégalais.

Il a ajouté qu'il s'étonne de l'amour que ces réfugiés ont pour leur patrie la Mauritanie d'où ils ont été chassés par la force et ils la défendent avec acharnement quand ils entendent un Sénégalais toucher à la Mauritanie ou dire des paroles blessantes vis-à-vis de ce pays. Des problèmes arrivent souvent pour ces motifs. Je comprends mal ce comportement de ces réfugiés qui ont été chassés pourtant par la force !.

L'attachement à la patrie se voit également dans les noms donnés aux nouveaux villages créés dans l'exile ENIKWAR, SIMAH, GOUREL, TEKAYA, DIOULEY, GOUREL MOUSSA.

Cessons là le nom des villages qui étaient sur la rive droite (au nord) et sur la frontière sud du Trarza dont les habitants ont été expulsés au sud.

Le fleuve Sénégal est une frontière naturelle entre le Mauritanie et le Sénégal dont la splendeur rappelle celle des prairies verdoyantes des deux rives. Les populations au nord comme au sud refusent de reconnaître cette frontière naturelle, politique ou culturelle. L'existence d'une poche de Mauritanien sur la rive gauche confirme ce refus. Les aspects géographiques et humains au sud comme au nord sont si semblables qu'il est difficile de croire qu'on passe d'un pays à un autre.

Le mot "terre" se répète de façon continue dans les propos : Ils se plaignent d'avoir perdue leur terre, leurs champs. Ils vivaient de la terre comme agriculteurs maintenant ils vivent dans des conditions difficiles car ils sont devenus des ouvriers agricoles avec des revenus maigres, mais ce qui les touchent le plus c'est d'avoir perdu leur terre.

Les enfants semblent insouciant car ils sont nés hors du pays : ils vont à l'école coranique ou moderne financé par le HCR, ils jouent dans l'attente d'un espoir flou dont parlent les grands tout bas.

Malgré dix sept années d'exil pendant les quels il y'a eu cumul de facteurs qui éloignent entre les réfugiés, leurs anciens terroirs et leurs voisins du nord, ces réfugiés semblent décontractés et n'ont aucune rancune vis-à-vis de l'équipe mixte du journal "ASSIRAJE" qui contient des "beidanes". Au contraire, quand l'un de nos collègue s'est présenté certes timidement comme habitant du R'kiz d'où a été expulsés beaucoup de ces réfugiées, une heureuse surprise s'est produite. Quand une dame qui jouait avec son bébé a dit : " A bon tu est donc du R'kiz et avec un sourire un peu triste, elle ajouta..."tu est donc l'un de mes parents.

Ajoutons que les adultes parlent le hassaniya malgré l'éloignement et les longues années. Ils n'ont aucune rancune contre les Arabes Mauritaniens.

Les partis et les forces politiques : Le retour est un droit....mais les détails est une autre histoire L'affaire des déportés Mauritaniens au Sénégal par la violence de l'ancien régime est un sujet traité par les programmes électoraux de tous les candidats, chacun des candidats en a parlé avec force. C'est également l'objet d'un consensus unanimes de tous les partis politiques du pays. A voir de près, l'observateur averti remarquera que l'unanimité est pour le droit de retour mais chacun à sa vision propre des détails du problème :

Aucune force politique n'a un plan clair ou un mécanisme pour le retour des réfugiés- qui habitent à un pas de leur ancien villages. Le problème est qu'il faut discuter avec les ayants droits des victimes pour voir ce qu'ils exigent pour dépasser la crise au lieu de pardonner à leurs places. Parmi les détails il faut voir les dossiers épineux : la propriété de la terre qui passe sous le contrôle d'autre personne, la déportation de citoyens qui habitaient là bien avant ces nouveaux propriétaires, il s'agit aussi d'une crise de société (sociale) qu'on peut passer sous silence avec facilité. Les fausses promesses et les programmes irréalisables ne sont pas la solution adéquate.

Il faut également voir le côté criminalité de l'affaire, la justice a un mot à dire là dessus. L'histoire dira qui est le coupable, et le régime politique et les autorités administratives ou bien ce sont les militaires et a titre individuel et personnel.

Cette crise débattue profondément peut engendrer le limogeage de grandes personnalités ayant des postes très élevés dans la hiérarchie du pays actuellement. La crainte d'un remue ménage dangereux ne doit pas justifier le refus d'ouvrir avec équité et justice ce dossier épineux. Il faut avoir le courage d'aborder le plus tôt possible car c'est une affaire d'état et de nation. La laisser pour le temps ne fait que l'aggraver. Il est également étonnant que nos politiciens n'aient pas une vision commune et claire de la solution de ce problème surtout qu'il est question d'un gouvernement d'union nationale dont l'objectif primordial doit être selon son nom la solution de ce problème.

L'enquête a montré que tous les partis politiques ont un point de vue commun à savoir la solution de cette crise en permettant aux réfugiés de revenir à la patrie. La réponse à cette question est souvent l'étonnement car « notre position est claire- Mais la réponse à la question de savoir s'il y a un plan ou procédure claire pour la mise en place de ce droit clair le retour ». La réponse n'était pas tout évidente pour beaucoup de personnes rencontrées.

Ould Bedredine : le droit au retour est acquis mais il ne faut pas brusquer la solution ni la traiter à l'improviste.

Mohamed Moustapha O. Bedredine, le député, et vice président de l'UFP pense que le problème est si important qu'il doit être bien étudié à travers un plan mis en place avec soin. Il ajoute qu'un communiqué de presse ou une déclaration médiatisée ne peut pas donner une solution valable. Il refuse de donner le point de vue du parti dans cette affaire d'une dimension nationale car l'affaire n'est pas théorique. Il faut bien gérer le retour et garantir l'établissement des réfugiés dans leurs droits.

Ould Lematt : Le programme d'Ahmed Ould Daddah contient des idées intéressantes pour résoudre ce problème.

Le député Med Mahmoud O. Lematt, vice président de L'UFD qui s'est étonné de poser une question sur la position de son parti sur ce problème car selon lui la position du parti est très claire. Le droit inaliénable des réfugiés à revenir au pays.

La solution de ce problème est une nécessité primordiale ; puis à la question de savoir si L'UFD a une vision claire

d'un mécanisme fiable pour garantir un retour possible et juste des réfugiés, il a répondu que les propositions données par Ahmed Ould Daddah à de base pour trouver un mécanisme valable pour résoudre le problème humanitaire.

Med Jemil Mansour : Il faut un retour organisé basé sur la conciliation et l'équité.

Le coordinateur des réformistes centristes, le député Jemil Mansour, pense que la position de son mouvement est claire et qu'il a été publié dès l'annonce de leurs programmes politique.

En résumé, le retour est un droit irréfutable mais il doit être organisé et basé sur une réconciliation nationale pour éviter de résoudre un problème pour en créer d'autres. Toute solutions doit être négocié publiquement avec les réfugiés, les partenaires internationaux, tout en respectant la souveraineté du pays dans une atmosphère de paix sociale garantissant les droits des réfugiés, le calme et l'indépendance du pays.

Ibrahima Sarr : La solution du problème commence par une prise de contact avec les réfugiés.

Mr Ibrahima Sarr pense que le retour des réfugiés doit être organisé par le biais d'un contact direct entre L'Etat et les réfugiés ou leurs représentants ou par le canal du HCR. IL pense que c'est une bonne idée de demander de l'aide des pays voisins ou sont les réfugiés (Sénégal, Mali). Cette prise de contact et le suivi continu des négociations entre ces trois parties aidera certainement à trouver une solution juste et rapide du problème. Les problèmes pouvant surgir peuvent être résolus à l'amiable à travers le recours aux notables et chefs de villages locaux. Ces responsables locaux pouvant aider à l'identification des vrais réfugiés Mauritaniens.

Il ajouta que la commission nationale des droits de l'homme qui vient d'être créée doit jouer un rôle primordial dans la solution de cette crise. Sur la question de savoir s'il est optimiste, il a répondu : « il semble que le climat politique général pousse vers une solution du problème, ce qui est un bon signe mais est ce que les partis accepteront les propositions ? Est ce que la solution sera définitive ça je ne peut pas être sur.

Sid'Ahmed O.Rayess, porte parole du PRDR : Considère que la crise des réfugiés doit être résolue mais il pense que la question a été trop politisée.

O.Rayess ajoute que la collaboration de l'Etat avec le HCR et les pays voisins peuvent faciliter la solution. Il a déclaré que la position du PRDR est le retour des réfugiés et le paiement des dommages et intérêts.

Interview

Monsieur **Bary Zakaria**, président de l'organisation "Groupement pour la Démocratie et le développement", qui occupe des problèmes des réfugiés a donné les propos suivants pour le journal "ASSIRAGE" : « *Sans solution équitable du problème des réfugiés, la conciliation nationale reste incomplète* ». *Les évangélistes essaient de christianiser les réfugiés, mais la majorité refuse de tomber dans le piège des tentations matérielles. Les organisations caritatives occidentales essaient de profiter de la situation de vulnérabilité des réfugiés pour les éloigner des valeurs culturelles des musulmanes.*

Il a confirmé que sans une solution juste et durable de la crise des réfugiés mauritaniens au Sénégal et au Mali, le projet de conciliation nationale dont parle toute les formations politiques restera incomplet et irréalisable ». Voici l'intégralité de cette interview :

Assiraje : voulez vous nous faire connaître ce que fait votre organisation pour aider les réfugiés ?

Bary Zakaria (BZ) : Notre organisation "Groupement pour la Démocratie et le développement" a vu le jour après les événements douloureux de 1989/1990 entre la Mauritanie et le Sénégal. Notre objectif premier est d'alléger les souffrances des victimes de ces événements qui sont des couches négro-africaines (Lekwar) et de peuls, qui étaient mal représentées dans l'administration. Vous avez visité les campements et vous remarquez que 90% des réfugiés dans ces campements sont de cette couche sociale. - Le deuxième objectif est d'organiser l'élite de cette couche sociale pour l'amener à participer au processus démocratique de la transition après la chute de l'ancien régime et de proposer des solutions pratiques pour avoir ses droits.

Nous avons choisi de travailler avec les organisations de droits de l'Homme pour la réalisation de nos objectifs. Nous avons passé par tous les partis de l'opposition notamment l'UFD avant d'être interdit et divisé, puis l'AC. Mais plus tard, nous avons remarqué que ce qui nous unis avec eux c'est seulement l'opposition. Notre but est de faire du problème des réfugiés un problème humanitaire avant d'être politique. Mais beaucoup de partis ont voulu profiter de ce drame pour des objectifs politiques comme le Flam, le MND et bien d'autre groupes. Nous pensons que c'est une affaire nationale qui concerne tous les partis politiques et les organisations de droits de l'homme.

Chacun doit apporter sa contribution à la solution même si le problème ne concerne malheureusement qu'une seule ethnie. Nous avons publié plusieurs communiqués exigeant une solution rapide du problème Nous avons également adressé une lettre ouverte au CMJD pour dire que cette couche sociale mérite d'être traitée avec équité et justice. Quant les prisonniers politiques ont été libérés, nous avons salué cette initiative et rappeler qu'il est temps de faire justice aux réfugiés tout en soulignant qu'ils ont été oubliés durant la période de la transition.

Assiraje : Vous connaissez bien le dossier des réfugiés, peut-on savoir, selon vous, le nombre exact de réfugiés qui sont encore hors du pays ?

BZ : Selon les documents disponibles le nombre globale des réfugiés est de 60 à 80 000 au Sénégal et 10 000 au Mali, il faut ajouter les nomades qui ont fuit pour des raisons de sécurité lors des événements.

Assiraje : Mais combien des réfugiés sont restés à l'extérieur du pays ?

BZ : 80 000 au minimum et ils sont dans les campements suivants : Ndioum qui est le plus grand campement, Poki Jawé, Salndé, Richard Toll, un autre campement près de Wouro Sogu.

D'autres campements sur la frontière malienne près de Kayes ; mais ce sont des nomades. Je pense que les autorités mauritaniennes, sont capables de connaître le nombre exact des réfugiés en revenant aux archives.

Assiraje : Ceci nous amène à la question cruciale car si tous les partis politiques sont pour le retour des réfugiés mauritaniens, dans les détails, il y'a ceux qui disent qu'il serait peut être difficile de faire la différence entre le vrais mauritaniens et les étrangers qui pourraient profiter d'un retour désordonné pour prétendre à la nationalité mauritanienne. En tant que responsable d'une organisation spécialisé en la matière avez-vous une idée claire de la procédure technique adéquate pour un retour organisé des réfugiés ?

BZ : Je pense ce qui manquait c'est la volonté. Pour ce qui est de la procédure nous avons donné des propositions claires et pratiques ; Il faut mettre en place une commission nationale indépendante chargée du problème du retour et de l'insertion de ces citoyens. Elle doit être composée des chefs de tribus et des notables des zones ou habitaient

ces réfugiés avant d'être expulsés. L'administration, la société civile et le HCR seront également représentés. Ce problème peut être résolu. Il faut une bonne intention, le reste viendra tout seul.

Assiraje : Selon vos connaissances quelles sont les conditions de vie des réfugiés ?

BZ : Ils vivent dans des conditions difficiles. Vous avez certainement remarqué cela lors de votre visite. Ils sont là depuis bientôt 18 ans. En grosso modo ils vivent des conditions dramatiques ; surtout après l'arrêt des aides qu'ils recevaient de quelques organisations humanitaires depuis quelques années. Il y'a un manque dans les structures de santé, d'éducation... Ce qui est dangereux est arrivé d'évangélistes américains et australiens qui veulent profiter de la vulnérabilité des réfugiés pour les christianiser. Des familles ont été expatriées vers ces pays. Vous imaginez la situation de ces familles sur le plan moral et spirituel. Mais la majorité refuse ces tentations et tiennent à revenir au pays.

Assiraje : Dans quelques jours, il y'aura une nouvelle équipe au pouvoir en Mauritanie, pensez vous que cette nouvelle autorité pourra résoudre le problème des réfugiés ?

BZ : Le nouveau président a répété dans son programme qu'il va résoudre ce problème et bien d'autres. Ajoutons que ce problème a été discuté lors des journées nationales de concertation. Toutes les forces politiques sont pour une solution du problème de façon juste et équitable. Car sans cela, la réconciliation nationale est impossible. J'apprécie fort bien la position d'AC qui a dit que la solution du problème fait partie du programme politique de tout gouvernement d'union national auquel elle participera.

Assiraje : je vous remercie

Souvenir d'un voyage vers l'exil

En 1989, j'étais étudiant à Nouakchott et j'ai laissé ma famille dans l'un des villages du Brakna. J'avais quitté mon village natal le 9 Avril 1989, après des vacances courtes. Durant le voyage, j'ai appris par l'une des stations Radios internationales qu'un conflit à éclaté entre des agriculteurs et des éleveurs dans la frontière mauritano-sénégalaise près de la frontière malienne. Un agriculteur sénégalais a été tué par l'arme d'un garde frontière mauritanien. Je ne pensais pas à ce moment là que cet événement allait changer le cour de ma vie et celui de milliers de mauritaniens et de sénégalais.

Les choses ont vite tourné vers le pire, car les deux régimes sont incapables de gérer les crises aux quelles ils font face. Donc le problème a été aggravé pour des raisons politiques, et la vérité a été cachée pour des objectifs similaires terre-à-terre créant une crise humanitaire où des victimes ont perdu leur biens et même des personnes ont été déporté à travers les frontières du Nord au Sud et du Sud au Nord.

Cette catastrophe est l'une des plus grandes à travers l'histoire du bassin du fleuve Sénégal. Qui était pourtant une zone de paix et d'entraide entre les différentes ethnies qui ont diffusé l'islam à travers les pays africains. Brusquement , cette zone est devenue un enfer : des walis arrogants et injustes, des préfets corrompus, des gardes frontières et des policiers meurtriers exerçant la tyrannie et l'oppression. Une armée qui pilonne les habitants paisibles... Un peuple opprimé et incapable, une terre qui brûle... Des cris malheureux que personne n'entend.

Brusquement aussi, j'ai eu les nouvelles de ma famille : Elle s'est réfugiée dans un village sénégalais dont j'ai jamais entendu parler, car j'ai jamais traversé la frontière et je n'ai vu le fleuve qu'une seule fois, moi qui n'est jamais quitté le pays. La frontière a été fermée durant l'été ou l'hivernage de cette année.

Réfugiés mauritanienssouffrance depuis dix neuf ans !

Des gardes frontières partout et une armée prête à entrer en guerre bien que préparée par les mauvais sanguinaires. J'ai essayé de traverser la frontière à partir de Boghé en vain. Puis je suis allé à Kaédi pour revenir à Bababé : Impossible de traverser la frontière partout même pour les pigeons voyageurs ! Puis j'ai eu la chance de rencontrer un personnage qui exerce la « profession d'expatrier » le citoyen vers l'autre rive en donnant des pots de vins aux gardes frontières et aux hommes de la sécurité. J'ai donné une somme très importante pour un chômeur dont je suis. Nous étions 19 personnes dont des enfants et des femmes qui voulaient se réfugier auprès de leurs parents qui ont traversé la frontière ou rejoindre de membres de familles qui ont été expulsés vers le Sénégal.

Nous marchions dans l'obscurité derrière notre « guide » qui était sûr de ses transactions avec les militaires mais n'avait pas confiance en eux. Nous avons marché une longue distance sous le risque d'être pris aux pièges par une patrouille ou une embuscade. Ce qui signifiait une mort certaine et l'appartenance au registre des victimes, décès, drame.

Enfin nous sommes arrivés au bord du fleuve où nous avons été accueillis par un piroguier qui nous attendait. Nous sommes montés dans la pirogue dans un silence terrible, même les bébés ont compris que la situation est trop dangereuse. Ils voyaient la peur dans nos yeux et ne pleurnichaient pas. Comme s'ils voulaient nous aider à éviter d'être surpris par les gardes frontières. Dix minutes après, nous étions sur l'autre rive. avec soulagement. Tout le monde est descendu de la pirogue. J'ai eu des sentiments curieux, et me demandais si je ne suis pas devenu moi aussi un réfugié comme les cambodgiens ou les éthiopiens dont j'ai entendu parlé ...

J'ai dit adieu à l'équipe et je me suis informé sur la route qui mène au village où se trouvent mes parents. J'ai emprunté une piste qui devait conduire à une route goudronnée. La distance était si longue qu'il faut quatre heures de marches pour parcourir à pieds. Je me suis arrêté au bord de la route à la recherche d'une voiture. Le véhicule qui m'a transporté est une vieille carcasse. J'ai demandé le billet et l'encaisseur me l'a communiqué dans un français médiocre. J'ai pas discuté et en pénétrant dans la voiture j'ai senti une odeur que je n'ai jamais sentie dans ma vie.

Puis un sentiment de dépaysement et de nostalgie a envahi mon âme. La voiture est rentrée dans un paysage qui m'est totalement étranger, l'air triste et morose..., je ne savais même pas où on se dirigeait.

vers 13 heures, l'encaisseur me fait comprendre que c'était l'arrêt. Je l'ai demandé de me montrer le campement des réfugiés mauritaniens, il se moqua de moi et me dit : les refoulés ? Je l'ai répondu : non, je cherche les expulsés de la Mauritanie. Il n'a pas eu le temps de répondre...Regardant à gauche puis à droite j'ai la bonne surprise de voir des enfants que je connaissais dans notre village. Ils se sont précipités vers moi en me demandant les nouvelles des autres parents restés en Mauritanie, dans l'enfer de l'autre rive.

L'un d'eux est allé vers une école où il y'a plus de 3000 réfugiés « foulane » originaires des villages et villes du Brakna. Il a informé ma mère de mon arrivée et elle m'a accueilli dans les larmes et la joie. Tout le monde a pleuré ce jour là. Moi aussi j'ai pleuré comme un enfant devant l'ampleur de ce drame que personne ne décrira par des mots. J'ai pleuré une patrie qui a refoulé ses enfants. J'ai pleuré sur un avenir qu'il soupçonne de haine et de rancune, j'ai pleuré pour une génération innocente et perdue pour des règlements de comptes politiques vaines et médiocres.

J'ai regardé dans les yeux de ces pauvres personnes qui n'arrivent pas à comprendre pourquoi l'Etat les en veut, et pourquoi il a saisi leurs papiers, leurs biens avant de les chasser vers une terre méconnue même de leurs vaches et de leurs chevaux. Ce qui aussi m'a frappé le plus dans ce campement, c'est que tout le monde se réunisse autour d'un thé et écoute la Radio-Mauritanie. Je ne peux pas oublier notre actuel ambassadeur au Sénégal diffuser un communiqué dur contre le Sénégal et les traîtres de la nation qui complotaient avec lui à l'intérieur et à l'extérieur du pays.. » !

Je n'oublie non plus qu'ils faisaient bouger la tête par indignation de ce journaliste qui parle d'une ligue de libération dont il n'est pas responsable. Je suis resté un mois et quelque dans ce campement au milieu de la misère de mes parents avec qui j'ai partagé cette douleur inouïe. Je les ai vus perdre les nerfs quand la radio mauritanienne dit que la Mauritanie est innocente et qu'elle n'est pas responsable de la déportation des réfugiés. Ils essaient malgré la misère de refaire leur vie monotone après avoir perdu leur espoir et leur poids social. Ils s'accrochent à un peu d'espoir malgré le découragement.

Les réfugiés mauritaniens au Sénégal sont les plus attachés à la Mauritanie. Dans les campement tu découvres une atmosphère mauritanienne pure, tu vois le moeurs et les coutumes du fond de la Mauritanie. Valeurs gardés jalousement à cause de l'éloignement. Ils veulent conserver leur apparence mauritanienne dans toutes choses : les habits, les paras, l'horizon de leur espoir est la Mauritanie. Demain quant le drame sera fini et qu'une solution juste sera trouvée pour les victimes de la gaffe de l'ancien régime, les mauritaniens vont découvrir qu'ils ont fait un grand tort à des personnes qui sont très attachées à ce pays. Une patrie de citoyens qui ont été maltraités, bien qu'ils font partie intégrante de ce grand peuple.

Et une nuit, j'ai rêvé de ce jour où la justice sera rétablie par le retour des habitants de ces campements vers la mere-patrie qu'ils aimaient beaucoup ; dont ils n'ont cessé de parler aux enfants nés dans un exil que les papas n'ont jamais souhaités.

Ibrahim Adama Sow / Nouakchott

Sondage

L'opinion publique nationale : Le problème des réfugiés est une priorité nationale

Toutes les personnes rencontrées dans le cadre de ce sondage, s'accordent pour dire que le régime civile qu sera mis en place à toutes compétences pour tourner la page et traiter avec efficacité et clarté les dossiers en instances notamment celui des réfugiés au Sénégal à la suite du crise de 1989. Beaucoup de personnes interrogées, ont insisté sur l'importance vitale de résoudre ce problème qui a un impact sérieux sur la cohésion sociale et l'unité nationale. Ils proposent des solutions pratiques pour traiter les éléments épineux de ce dossier et ses retombées afin de parvenir à une solution définitive acceptée de toutes les parties.

Bien que la campagne électorale a pris fin avec les différences de point de vue entre les candidats, il faut remarquer que les occupations électorales des uns comme des autres sont toujours dans les esprits de la majorité des politiciens. C'est pourquoi nous voyons qu'il y'a ceux qui pensent que l'ancienne opposition est la mieux placée pour résoudre ce problème, tandis que d'autre pensent que c'est l'ancienne majorité présidentielle qui détient les clés d'un drame, dont elle maîtrise les causes profondes et qu'elle doit résoudre rapidement.

Tout le monde est d'accord pour dire qu'il s'attend à ce que le président élu respecte ses engagements de résoudre ce problème dans un délai d'une année.

Une crise qui a des ramifications

Yahya O. M'hadi, université de NKTT, pense que le problème des réfugiés est le premier suicide mauritaniens. Car c'est un problème politique à caractère humanitaire et juridique : Il y'a des plaintes et des expropriations faites abusivement. Les victimes doivent être compensés, les réfugiés doivent revenir à leurs postes de travail. Nous espérons qu les autorités civiles prendront en considération les revendication justes. Il est optimistes sur l'issu de ce

dossier avec l'arrivée de la nouvelle équipe dirigeante qui, pense-t-il fera tout pour clôturer ce dossier.

La meilleure solution selon lui, est d'ouvrir le débat et la concertation avec les intéressés pour voir les propositions qu'ils avancent. En effet, ils sont les seuls à avoir le droit de proposer les solutions adéquates. Ils le savent mieux que quiconque.

Dans le même cadre, l'étudiant **Ibrahim Ould Mahmoud** (Université de NKTT) pense que le problème des réfugiés, est un problème national qui mérite une attention particulière, une solution urgente ; car elle touche l'unité et la stabilité nationale et pour éviter l'utilisation pragmatique ou politicienne de ce dossier.

Il mérite d'être mis en avant par l'équipe dirigeante élue. Car la sécurité et la stabilité sont les garantes de tout progrès et de tout développement. Il n'est pas possible de promettre un essor économique et une prospérité dans une situation politique instable. Il est optimiste des éléments qu'on a la possibilité de résoudre le problème par le nouveau régime. Car il est démocratiquement élu et que le problème a un aspect juridique et humanitaire.

Selon Ould Mahmoud, la solution idéale serait l'organisation de journée de concertation à ce sujet, afin de mettre en place des mécanismes fiables et claires de solution surtout si toutes parties concernées y participent notamment les représentants des expatriés, la société civile, des juristes et des experts internationaux, la société civile, des juristes et des experts internationaux en la matière. Donc, la solution commence par une décision politique de l'Etat et une volonté réelle de résoudre ce problème qui ne contient aucune complication au niveau de l'opinion publique. Et aucune intense politique nationale n'a intérêt à faire des blocage selon Ould Mahmoud

La solution passe par débat national

Le citoyen **Sidi Mohamed O Mohamed** pense, que ce problème vient en deuxième position. Car la priorité doit être donner à l'économie, à la restructuration et à la réforme des instances en général. Pour ce qui est solution, il pense qu'il faut un débat national auquel doit participer toutes les formations politiques. Car faire dormir le dossier est une mauvaise chose « c'est la politique de l'Autriche ».

Le professeur **Mohamed Ewah Olud Mohamed** dit que le dossier est la premier affaire précédent toute réforme politique ou économique ; car la priorité doit être donnée à la cohésion et la réconciliation nationale. Il est optimiste dans la solution du problème dans un avenir proche si l'équipe au pouvoir résiste aux pressions des groupes qui n'ont pas intérêt dans la solution du problème. Il ajoute que la solution du problème est importante pour l'avenir du pays et sa stabilité.

Pour les propositions de solutions, il préconise la formation de commissions spécialisées composé d'experts, de parlementaires, des oulémas ; des représentants, tant de la société civile dont la mission est d'enquêter sur les identités des réfugiés. Ceci constituerait un début d'une procédure qui donnera beaucoup de détails sur les dimensions réelles du problème. Ce qui permettra de trouver des solutions personnalisées et facilitera le paiement des indemnités ; le retour des réfugiés dans leurs villages d'origines et l'obtention de leurs biens.

Réfugiés : faux problème

Un citoyen qui a requis l'anonymat pense qu'il n'y a plus de réfugiés au Sénégal mais seulement des étrangers qui ont pris la nationalité mauritanienne sous prétexte qu'ils ont été déportés. Pour ce qui est de la solution de ce problème, il pense que le gouvernement mis en place est une copie de l'ancien régime qui ne fera avancer aucun dossier et dont il ne faut rien espérer d'eux.

Un autre pense, que les réfugiés au Sénégal n'existent pas. Par contre il y'a des refoulés du Sénégal, des mauritaniens victimes de ces événements. Ceux-ci mentent en demandant des indemnisations ; car ils ont perdu leurs biens. D'autre part, la solution des problèmes du pays passe par une équipe dirigeante jeune et des compétences nouvelles capables d'assumer la responsabilité d'Etat.

La solution : une indemnisation énorme

Je pense que la priorité doit être donnée aux problèmes touchant à l'unité nationale ; car la négligence de ces problèmes créent beaucoup de tensions. L'affaire des réfugiés est l'un de ces dossiers vitaux et la solution nécessite l'unanimité des citoyens. Son traitement doit être radical sa solution doit être définitive. Pour ce qui est des propositions de solutions pratiques, il y'a bien sur le débat national mais aussi les indemnisations comme proposer par notre candidat Monsieur Ahmed Ould Dadah.

En effet l'indemnisation individuelle de chaque personne est un vrai garanti de confort et d'oubli de tous maux. Et chaque mauritanien a droit à revenir dans son pays avec dignité et honneur. Pour ce qui est des possibilités de solutions, Monsieur Faquih pense tant qu'il n'y a pas de gouvernement d'union nationale, aucune solution ne sera possible. C'est pourquoi, nous demandons un gouvernement d'union nationale où tout le monde sera représenté et que personne ne se sentira exclue. Si rien ne change et que le système perdure, aucune solution ne sera trouvée ni pour cette affaire ni pour une autre. Ce changement doit se matérialiser par un gouvernement d'unité nationale capable de résoudre tous les problèmes notamment celui-ci. Car il a été discuté lors des journées nationales de concertations et les mécanismes de solutions sont pratiquement pour tout le monde.

Les intérêts supérieurs du pays avant tout

Mohamed Chemekh Ould Chenane pense que ce dossier est très sensible ; il mérite une attention particulière ; mais avec objectivité et transparence dans les respects totaux des intérêts supérieurs des rapatriés. Mohamed Chemekh ajoute que tout mauritanien doit recevoir tous ses droits dans l'Etat mauritanien. Le nouveau gouvernement trouvera devant lui, beaucoup de dossiers difficiles et épineux qui exigent une étude approfondie et posée ; dont le plus grave est ce dossier qui doit être traité rapidement pour éviter qu'il ne soit continuellement posé sur le plan national et international. Chaque citoyen mauritanien doit trouver ses droits intégralement. Mais avant, cela il faut préciser qui est le citoyen mauritanien, comment le définir, l'identifier ? C'est ça les vrais problèmes à résoudre actuellement.

Utilisation à double sens

Le citoyen **Sidi Mohamed Ould Sidi Ali** pense qu'il n'y a pas de réfugiés mauritaniens. Il y'a eu un problème lors d'une époque donnée et des personnes ont été expulsées mais elles sont toutes revenues et le problème est terminé. Sidi Mohamed ajoute que le problème des réfugiés a été créé de toutes pièces par des politiciens pour des intérêts politiques étroits et le problème a pris forme. Le président élu doit essayer de le résoudre en collaboration avec les politiciens qui ont créé ce problème.

Lekwar Sidi Lemine, étudiant à l'ENES pense que le problème des réfugiés n'est pas fondamental, il y' d'autres problèmes plus urgents qui concernent tous les citoyens et non pas une seule ethnie. Il ajoute que le devenir du dossier dépend de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. Mais l'ancien dualisme (majorité opposition) persiste que le problème resta pour une autre éternité. Car les anciens ténors du pouvoir, resteront dans les postes clés et refuseront toutes solutions dans l'immédiat.

L'organisation des journées de concertation est la meilleure façon d'en discuter calmement loin de toute démagogie

et de politisation exagérée. Son point de vue est partagé avec l'étudiant en sociologie Esselmou Ould Horma qui pense que le débat et la concertation garantissent la solution des problèmes de sensibilités qui peuvent surgir de l'ouverture de ce dossier épineux.

Cour de justice populaire

Meye Mint Abdallahi, étudiante à la faculté de droit pense que les réfugiés font partie de ce peuple et constituent une de ses composantes. Elle ajoute qu'il y'a des problèmes généraux et des problèmes spécifiques, pouvant être résolus dès que les autorités politiques acceptent de moderniser et de vitaliser les institutions en combattant la bureaucratie lors de la recherche de solutions à l'instar de ce qui existe dans d'autres pays. Elle propose la mise en place de cour de justice ouverte au public et où chacun peut porter plainte et trouver justice rapidement à titre individuel ou collectif. Ces cours de justice seront à l'image de l'appareil judiciaire actuel.

Pour ce qui est de l'avenir du dossier, Mint Abdallahi pense que ce qui est important c'est de mettre fin à la bureaucratie et toucher à la vie quotidienne de citoyens qui en n'ont manne des slogans et de promesses jamais respectées. Des journées de concertation est une vieux mode sans éclat qui se termine par des rapports à des recommandations dans les tiroirs comme une lettre morte. Tout en faisant croire aux citoyens alors que c'est du bluff.

Ce qu'il faut faire dans la perspective du nouveau gouvernement, c'est de s'approcher réellement des problèmes quotidiens des citoyens, de rehausser son pouvoir d'achat d'améliorer la qualité des services rendus (transport éducations, santé etc.). Tout le reste n'est que publicité et des phrases longtemps mijotées

Source : ESSIRAJE

[1] Dossier préparé par l'équipe du journal ESSIRAJE : Abdou O/ Abdel Kader ; Oumar Amadou M'baye ; El Haïba O/ Cheikh Sidady ; Mina Mint Saleck ; Mohameden O/ Jdoud ; Ahmedou O/ El Wadi'a